

René Moustard



L'olympisme

*Introduction au débat, préparée par le collectif de pilotage des ANS -
(Assises Nationales du Sport)*

Nous sommes à l'époque où la mondialisation du sport et la marchandisation des intérêts économiques et médiatiques se rejoignent. Le sport, phénomène social universel, à la fois pratique au quotidien, recherche de la performance et grand spectacle populaire, est entraîné dans le mouvement vers le tout libéral marchand. Dans ce contexte, l'idée que les Jeux olympiques constituent toujours, de par la vocation du mouvement olympique, un moment privilégié de culture sportive, se heurte de plus en plus aux réalités qui entraînent le mouvement olympique et ses jeux dans la course effrénée à l'argent.

En même temps, après un siècle d'existence, l'olympisme reste, aux yeux du plus grand nombre, le dépositaire d'une sorte de patrimoine culturel sportif, produit de l'activité humaine, orienté vers le développement éducatif.

Mais jusqu'à quand ?

Est en marche, en effet, le processus de privatisation et d'appropriation par les grandes entreprises de l'industrie et de l'audiovisuel, des ressources produites par l'activité sportive incarnée dans la haute compétition.

Comment interpréter par exemple, la façon de mettre sur le marché, dans une concurrence impitoyable et coûteuse entre grandes nations, l'achat du droit à organiser les Jeux olympiques tous les quatre ans ?

Le moment est venu de débattre de la place de l'Olympisme dans le mouvement de la société, de son avenir, car il s'agit d'une question qui concerne les peuples, les citoyens, les sportifs et le progrès humain.

Points de repères¹

Créé à la fin du 19^e siècle, dans les conditions de l'époque, l'Olympisme coubertinien était préoccupé d'éducation.

Les Jeux olympiques étaient imaginés comme devant devenir des manifestations pédagogiques avec comme visée le perfectionnement de l'être humain à la fois physique et moral. En ce sens, l'Olympisme se distingue du sport considéré en lui-même, comme le but à atteindre pour chaque fédération unisport.

En pratique, les Jeux olympiques n'ont pas toujours été en conformité avec la visée. Entre les intentions et les réalisations, de grands écarts ont toujours existé. L'olympisme a grandi en épousant les caractéristiques de chacune des époques qu'il a traversées, ce qui fait de l'olympisme un phénomène de société profondément ambivalent et porteur de contradictions.

A certains moments, il s'est impliqué dans le mouvement d'émancipation humaine en référence au droit fondamental de tous les êtres humains de vivre à égalité de principe, sans discrimination. La contribution de l'olympisme à la lutte anti apartheid en est une illustration, dans le même temps où de nombreuses fédérations sportives continuaient à collaborer avec l'apartheid raciste, au nom de la neutralité du sport.

A d'autres moments, l'olympisme devient l'instrument, y compris à son initiative, des intérêts politiques ou économiques. Mais cela ne supprime pas l'attachement populaire profondément ancré dans les consciences.

Dans la longue marche des êtres humains à la recherche de leur progrès, des liens se tissent entre les formes d'activité corporelle et les aspirations à vivre mieux. Les exploits olympiques sont souvent vécus comme des symboles vers un progrès futur possible !

Les connaissances sur l'être humain nous ont appris que celui-ci se construit dans des relations avec les autres humains.

C'est dans le rapport au milieu physique et social, dans la confrontation avec le réel, que les individus forment leur personnalité, avec tous les aléas que cela comporte, à commencer par l'apprentissage de la marche, du langage et la maîtrise de ses émotions. L'activité corporelle (le sport en est l'une des expressions) joue un rôle essentiel dans cette mise en relation avec le milieu et la possibilité de conquérir de nouvelles capacités. Les jeux puis les sports y participent. En ce sens, la culture physique, puis la culture sportive font partie de cette création collective de l'humain. Il est tout à fait juste de placer cette culture parmi les besoins fondamentaux, les valeurs communes, les biens communs, en les reliant aux autres besoins et droits qui en découlent (droit au travail, à l'éducation, à la santé). Il faut donc - et c'est la responsabilité de tous - veiller à ce que ces biens communs ne soient pas détournés et placés sous la coupe des choix du marché dans le domaine du sport olympique comme dans les autres.

Telles sont les raisons, au fond, qui poussent aujourd'hui, comme ce fut le cas à d'autres époques, à engager une réflexion sur le sens à donner à l'olympisme dans les conditions du libéralisme en expansion.

Les prochains Jeux olympiques se dérouleront à Pékin, en 2008, puis à Londres en 2012.

Selon les sondages, la quasi totalité des Français étaient pour l'organisation des Jeux à Paris. Ce consensus, alimenté par la volonté politique de tout faire pour avoir les JO, a esquivé tout débat public sur l'olympisme lui-même et la façon dont il est dirigé à partir de l'étroite collaboration entre mouvement sportif, sponsors, télévisions et Etat.

¹ Thèse Pierre Yves Bouloungne sur *De Coubertin*

Au lendemain de la décision du CIO, le 6 juillet 2005, attribuant les Jeux à Londres, des critiques ont commencé à s'exprimer à l'égard de l'institution olympique accusée de ne pas avoir joué le jeu en faveur de Paris.

Mais les problèmes sont en fait plus profonds.

Enjeux actuels

Si l'on prête attention à ce qui s'écrit ici ou là, il est possible de discerner un large éventail de points de vue. Au-delà du consensus, un débat sur le fond, à propos de l'olympisme, est possible. C'est ce qui a motivé le choix de cette séquence. En voici quelques éléments pour inciter chacun à se positionner.

■ La Charte olympique a été révisée en profondeur dans les années 80 pour permettre l'entrée du professionnalisme sportif dans le monde olympique et ouvrir la voie à la commercialisation des JO pour tirer profit de retombées du spectacle télévisé à l'échelle mondiale. Néanmoins, elle comporte toujours les références aux principes fondamentaux de la philosophie olympique. Extrait :

" Le but de l'olympisme est de mettre le sport au service du développement harmonieux de l'Homme en vue de promouvoir une société pacifique. La pratique du sport est un droit de l'Homme. Toute forme de discrimination à l'égard d'un pays ou d'une personne, fondée sur des considérations de race, de religion, de politique, de sexe ou autres, est incompatible avec l'appartenance au mouvement olympique. "

■ Aujourd'hui, la contradiction entre les finalités éducatives humanistes inscrites dans la Charte et les finalités économiques et médiatiques placées au coeur de la politique olympique, tend à s'accroître. Cela provoque des points de vue de plus en plus éloignés les uns des autres.

- D'un côté, le point de vue qui idéalise les valeurs olympiques en leur attribuant toutes les vertus, y compris celles de garantir les valeurs républicaines, ce qui justifie *"L'amour des Jeux"* et la volonté de les pérenniser.²
- D'un autre côté, l'approche économique et l'analyse du système montre la contradiction avec l'idéal.³ Aujourd'hui, la préoccupation centrale du CIO et de tous les parrains organisateurs du spectacle est la mesure de l'audience télévisuelle qui assure le maximum de rentabilité pour tous.
- En appui sur cette analyse, le sport olympique est assimilé à une forme d'activité industrielle et commerciale, ce qui conduit à souhaiter des réformes profondes dans le système et à distinguer l'économie du sport spectacle, de l'économie du sport pour tous au quotidien et d'envisager de réorienter le rôle de l'Etat dans le domaine sportif en partant de sa fonction de garant des missions de service public.⁴
- Considérant les Jeux comme *"un indécent étalage de promesses démagogiques et de dépenses somptuaires, juteuse aubaine pour les groupes industriels, financiers et médiatiques qui impulsent cette "fête" (en privatisant les profits et en socialisant les pertes)"*⁵, le point de vue de la critique radicale est de dénoncer cette "imposture" et de s'y opposer en préconisant le boycott.
- Sous un angle différent, un autre point de vue critique considère que l'olympisme *"participe à l'enfermement de notre société dans une culture de lutte et du chacun contre tous"* au lieu de favoriser

² A titre d'illustration, l'article de Christophe Girard et Philippe Besson dans Libération du 11.03.2005 *"L'amour des Jeux et la vertu républicaine"*

³ En référence, les études du Centre de droit et d'économie du sport (JF Bourg, JJ Gougnet)

⁴ Voir article A. Loret dans Libération du 8.07.2005 *"Non à un sport olympique d'Etat"*

⁵ Référence article *"Non à l'imposture olympique"* - Le Monde diplomatique, juillet 2005, par Patrick Vassort, Marc Perelman, Jean-Marie Brohm

de véritables rencontres entre tous les êtres humains. Il est proposé d'inventer un nouvel olympisme.⁶

- Au cours de la campagne pour les "JO 2012 à Paris", des propositions⁷ ont été avancées visant à réduire les inégalités entre les peuples (si 193 pays sont présents à la cérémonie d'ouverture, 60 % des médailles sont obtenues par des athlètes venant de 5 % des pays représentés et 131 pays repartent sans la moindre médaille. Le bilan des Jeux est l'illustration du fossé entre pays industrialisés et pays du tiers-monde).
- Le bulletin du SNEP en juin 2005 a avancé l'idée d'engager "*le pari d'un autre olympisme*" en réfléchissant aux conditions de base à refonder (ex. considérer l'EPS comme une donnée fondamentale d'une visée olympique)
- Les ANS, dans leur rassemblement à Nantes, en novembre 2004, ont animé un débat sur le thème "*Les JO sont-ils toujours une manifestation humaniste ?*"

Cet éventail d'opinions, d'idées, d'analyses, de propositions reste encore disparate. Le besoin grandit de confronter les points de vue, de ne pas rester figé ou englué dans une sorte de consensus paralysant, mais d'engager des discussions, de s'interroger sur l'avenir.

En schématisant, on peut regrouper les points de vue sur trois pôles :

- Celui qui considère que les Jeux n'ont pas à être remis en cause. Ils assument leur fonction. Il faut en pérenniser l'existence en tirant parti de l'influence qu'ils exercent. Il est possible, dans ce cadre, d'envisager des améliorations
- Le pôle qui estime que les Jeux ne sont plus en mesure d'assurer leur vocation humaniste. Le moment est venu d'entreprendre des réformes profondes. Cela concerne aussi bien la politique du mouvement olympique que celle de l'Etat.
- Le pôle qui estime que les JO sont une imposture et qu'il est préférable de les supprimer.

Que faire ?

Notre débat d'aujourd'hui n'est qu'une amorce pour donner la parole à chacun, en évitant les répétitions et en cherchant à se placer dans une visée prospective "*quels scénarios pour l'avenir ?*", et aussi dans une approche immédiate "*quelles initiatives prendre ?*"

- dans quel sens influencer l'évolution et y participer
- quelles réformes proposer ?
- que faire concrètement, du niveau local jusqu'au niveau des grandes institutions comme le CIO, mais aussi l'UNESCO qui parraine ce forum ?
- que faire pour que le patrimoine culturel sportif et le droit au sport restent propriété collective de tous les êtres humains, leur lien commun et ne soient pas accaparés au seul profit des intérêts marchands ?

⁶ Référence publication "*Halte aux Jeux*", stock 2004 par Albert Jacquard

⁷ *Trois propositions* - Le Monde 7.09.2004, par Patrick Braouëzec

Récapitulatif de textes utilisés pour préparer la séquence - Référence des auteurs

La Charte olympique	
Alain Loret Deux articles dans <i>Libération</i>	Décision olympique ; l'enjeu politique - 27.06.2005 Non à un sport olympique d'Etat - 8.07.2005
Jean-François Bourg	Le sport à l'épreuve de la mondialisation - revue EPS n°295, juin 2002 L'étude des JO - Etude du Centre de droit et d'économie du sport
Albert Jacquard	Halte aux Jeux - Stock 2004
Michel Serres	Contre pieds L'Equipe Magazine 1202, juin 2005 Que nous apprend le sport ?
Jean-François Lamour Trois articles dans <i>Le Figaro</i>	Un nouveau chapitre s'ouvre - 28.09.2005 Parlons la langue du sport - 1.08.2005 Nous sommes dans le peloton de tête - 8.06.2005
Jacques Rogge	Ne dites pas que le CIO n'a pas changé - <i>Le Figaro</i> 3.10.2005
Patrick Braouëzec	Trois propositions - <i>Le Monde</i> , 7.09.2004 Regards croisés JO 2012 - <i>Regards</i> , mars 2005
Christophe Girard et Philippe Besson	L'amour des Jeux et la vertu républicaine - <i>Libération</i> , 11.03.2005
William Gasparini	Le spectacle sportif, cheval de Troie du libéralisme
Patrick Vassort, Jean-Marie Brohm, M Perelman	Non à l'imposture olympique - <i>Le Monde diplomatique</i> , juillet 2005
P Bayeux et JC Cranga	Les médailles tricolores 2012 ont du plomb dans l'aile - <i>Libération</i> , 8.03.2005
Mouvement critique du sport	<i>La lettre anti olympique</i>
L'Equipe	Articles de Marc Chevrier et P. Issert
L'Equipe Magazine	La vraie histoire d'un fiasco - n°1216, 1.10.2005
Comité Pierre de Coubertin	<i>La Gazette coubertinienne</i> - avril 2005
SNEP	Le pari d'un autre olympisme - <i>Bulletin</i> n°738, 5.07.2005
ANS	Rassemblement Nantes 2004 - <i>compte rendu</i> <i>Lettre ANS juin 2005</i> - ANS et olympisme

Patrick Issert (PI) Journaliste à l'Equipe

Je voudrais vous féliciter pour avoir posé une question juste : Quel avenir de l'Olympisme ? Vers quoi va-t-on ? Les JO ne risquent-ils pas de mourir de leur belle mort parce qu'ils n'auraient plus de signification pour la société ?

Brièvement : Il est très clair que les flux d'argent qui ont circulé et circulent encore vers le CIO ont beaucoup bouleversé la donne, et cela pose la question des valeurs que le CIO est censé incarner. Il faut aussi bien considérer que ces flux d'argent qui en gros remontent à une vingtaine d'année, avec l'arrivée de JA Samaranch à la présidence du CIO, ont assuré aussi la survie de l'institution CIO. Quand JA Samaranch prend les commandes, l'avenir financier de l'institution est loin d'être

garanti. Aujourd'hui, on n'est plus du tout dans ce cas de figure. Des flux importants sont arrivés ; avec eux les difficultés que ça génère, des personnages pas tout à fait recommandables, et des problèmes de valeurs, parce qu'avec des sommes telles que celles que gère maintenant le CIO, la tendance est peut-être à privilégier une vision bancaire, comptable de l'Olympisme et en oublier ce qui est censé être son fondement.

Autre point, suite à l'intervention liminaire : il ne faut peut-être pas trop demander à l'Olympisme et au CIO. C'est vrai qu'ils ont eu leur rôle à jouer dans la lutte anti-apartheid ; C'est vrai qu'à plusieurs reprises on a vu que le « monde des anneaux » pouvait peser, mais ni J Rogge, ni ses prédécesseurs ne disposent du pouvoir dont disposent les principaux chefs d'Etat dans le monde. Donc il faut comparer ce qui est comparable et on voit que cette situation est extrêmement fragile. Quand je vois la volonté évidente du lobby anglo-saxon d'écarter la candidature de Paris aux JO de 2012, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le sport, mais pour des raisons d'ordre diplomatique – la guerre en Irak, pour être clair – et que au bout du compte le lobby anglo-saxon y est parvenu, je me dis que le poids politique réel du CIO n'est pas très grand. Donc là aussi il y a lieu de s'inquiéter. Je ne suis pas très sûr que le modèle soit très solide aujourd'hui. La vision qu'ont les anglo-saxons de l'Olympisme, qui a marqué des points à Singapour n'est certainement pas celle de J Rogge ou celle que pouvait avoir JA Samaranch. C'est une vision plus économique que sportive, et de ce point de vue-là, il y a effectivement à s'interroger. Je ne pense pas que les JO soient une imposture et qu'il faille s'en débarrasser bien au contraire, c'est même un des derniers espaces qui permettent pendant quelques temps, même si c'est tout à fait relatif, de mettre entre parenthèses les maux de la société. C'est la fameuse trêve Olympique, qui est ou qui n'est pas respectée, mais qui a au moins le mérite de revenir sur le tapis régulièrement, et ça c'est déjà une très bonne chose. Je pense qu'effectivement il y a un rôle à assurer mais qu'il est très difficile aujourd'hui pour le CIO de l'assurer. Je pense que J Rogge tente de le faire mais qu'il n'est sans doute pas le président qu'il faudrait pour cela, sans doute pas suffisamment fort. Mais sa volonté d'éradiquer une partie des maux liés à l'argent, je pense notamment en faisant le ménage dans les rangs du CIO, va dans le bon sens. Est-ce qu'il aura les moyens de le faire ? Est-ce qu'il est l'homme de la situation ? Je n'en suis pas tout à fait persuadé, notamment après Singapour.

La question est de savoir ce qu'on veut faire du CIO, si l'on considère, c'est ma position de départ, que son avenir doit être maintenu, qu'il ne s'agit pas d'une imposture, même s'il est éminemment critiquable sur bien des points.

Début du débat avec la salle.

Anita Rutili (57).

Je voudrais que vous me donniez, au cours des trêves olympiques, quelles sont les guerres qui ont été arrêtées, par exemple, sur les quatre dernières olympiades. Si vous me donnez un point positif là-dessus, je dis bravo, continuons les JO. Si vous me faites la démonstration que les guerres n'ont pas été arrêtées, alors, on peut pour moi supprimer les JO, parce que ce qui m'intéresse justement, c'est cette trêve sur le plan mondial. On peut les supprimer. Quand il y a une jambe qui est gangrenée, on ne se gêne pas pour l'amputer dans les hôpitaux, et bien, qu'on ampute les JO.

Patrick Issert

Evidemment aucune guerre n'a été arrêtée, mais le rôle du CIO n'est pas d'arrêter les guerres ; ça c'est le rôle des nations et on voit bien qu'elles ont beaucoup de mal à le faire elles-mêmes. On peut difficilement demander au CIO de mettre un terme à un conflit quel qu'il soit, évidemment. Là où la trêve Olympique a un rôle symbolique important à jouer, c'est au niveau de la communication et du message qui est convoyé. Quand par exemple JA Samaranch, à l'occasion des Jeux de Lillehammer si j'ai bonne mémoire, en 1994, fait un voyage express dans l'ex-Yougoslavie, là où les Jeux d'hiver se sont déroulés 10 ans plus tôt, le voyage doit durer à peu près ½ heure sur place,

mais le simple fait d'y aller, alors que les combats font rage, d'aller sur place, d'être présent et de dire : Voilà, on se souvient, il y a 10 ans, les Jeux avaient lieu ici, moi j'y suis ; symboliquement, je marque cette présence dans les esprits, ça c'est important. Ça ne met évidemment pas un terme à la guerre, bien sûr, mais le but de l'opération n'était pas d'amener chacun à déposer les armes. On voit bien à quel point le conflit a été long à se régler ; il n'est même pas encore totalement résolu aujourd'hui. Donc le but n'est pas là. Le but est de bien considérer que le CIO, comme le Vatican d'une certaine façon, a un magister moral, mais que celui-ci ne suffit évidemment pas seul à interrompre des conflits sanglants, et qui durent parfois depuis de très nombreuses années.

J'ai cru entendre dans la salle quelqu'un qui s'étonnait qu'on puisse parler de Samaranch et de la morale, mais JA Samaranch était président du CIO qui incarne des valeurs. Que le personnage soit critiquable sur bien des points, certainement. Ça ne signifie pas pour autant que l'institution en elle-même doit être jetée aux orties. Ce sont deux choses très différentes. Le CIO est plein de contradictions, c'est une évidence. Toute la difficulté est d'arriver à faire vivre des valeurs tout en ayant les moyens financiers de le faire. Il n'y a pas de prise de parole qui pèse si vous n'avez pas les moyens financiers de vous faire entendre. Tout est là. Ce qui fait qu'aujourd'hui, un président du CIO peut parler haut et fort, c'est parce qu'il a les moyens de le faire, parce les JO sont tous les 4 ans répercutés par l'ensemble des médias, et donnent donc un poids supplémentaire à sa parole bien évidemment. Mais si vous êtes en train de me dire qu'il y a des contradictions à l'intérieur du CIO, oui, bien évidemment.

René Moustard :

C'est effectivement une question centrale. Dans la culture sportive en général, il y a une forte imprégnation de ce qu'on appelle la neutralité à l'égard des questions de société, économiques et politiques. Dans la culture sportive. C'est vrai qu'aujourd'hui, c'est presque inversé, mais dans ce cadre-là, l'Olympisme a joué un rôle spécifique, celui de ne pas être neutre dans certaines circonstances. De prendre position. Effectivement, il n'a arrêté aucune guerre ; ce sont les guerres qui ont arrêté les JO. Mais du point de vue du sens, cela s'inscrivait dans un sens qui prétendait quand même s'orienter vers un monde pacifique, la Charte. Je suis d'accord avec Patrick Iseret pour dire qu'on n'est plus à l'époque de la décolonisation, de la guerre froide ; on est à une autre époque : c'est celle du libéralisme actuel mondial. Mais à cette époque-là, l'Olympisme a joué un rôle positif dans le cadre de la guerre froide en maintenant la relation entre les deux camps, et en ayant des JO mondiaux, alors que les deux camps, y compris dans le domaine sportif, étaient fortement divisés. Du point de vue humain, c'était une contribution à la coexistence pacifique entre les blocs, à une époque où les guerres « chaudes » et pas seulement froides, étaient à l'ordre du jour. J'ai évoqué la lutte anti-apartheid. Ce n'est pas du tout une question secondaire. Naturellement du point de vue symbolique, ça constitue toujours quelque chose qui éclaire un peu le sens, l'évolution, etc. Et j'ajouterai simplement (ça a été dit hier dans un groupe) à propos de l'actualité : le CIO, en 1937, était assez du côté des Etats fascistes de l'époque. Il avait attribué les JO de 36 à Berlin et se préparait à attribuer les JO à Tokyo en 1940. Mais il a décidé de retirer les JO à Tokyo parce que le Japon a attaqué la Chine en 1937. C'est à dire qu'il s'est positionné même en étant du côté des Etats qui faisaient la guerre, en attribuant les Jeux, il a respecté la Charte à ce moment-là. Aujourd'hui, le CIO attribue les JO de 2012 à un pays qui fait la guerre. Parce que actuellement la Grande Bretagne est en guerre avec l'Irak. C'est l'alliée des Etats Unis en guerre avec l'Irak. Cela ne gêne pas le CIO. Non seulement cela ne le gêne pas, mais comme cela a été dit, il y a eu une concurrence menée de différentes manières pour obtenir que la position dominante anglo-saxonne conserve en quelque sorte la prééminence.

Donc on est dans une tendance lourde vers un Olympisme qui va quitter progressivement toutes les caractéristiques qu'il a eues à l'échelle de son Histoire pour rentrer dans cet Olympisme d'aujourd'hui qui liquide progressivement l'essentiel de ce qui a fait le patrimoine et la culture pour laquelle il a été créé et qui s'est développé. A ce moment-là, on peut conclure : Tournons la page, ok, mais à mon avis non. Cela voudrait dire que l'on se contredit nous-mêmes. Ce sont les

peuples, les citoyens, les sportifs, qui construisent ensemble leur avenir. Il faut donc s'approprier ce qui est bon dans l'Olympisme pour construire ensemble notre avenir.

Jacques Rouyer

D'abord je vais me permettre de donner un conseil de lecture, de littérature à l'assemblée : Lisez avec délice, ceux qui aiment les romans policiers, l'excellent roman de Montalban « Sabotage Olympique ». Vous y trouverez une toile de fond extraordinaire, notamment sur ce qui était l'Espagne, la Catalogne, Samaranch, les banques. C'est délicieux, c'est passionnant à lire et c'est très dans le sujet qui nous préoccupe.

Je voulais faire une remarque : en regardant la salle, je me dis, est-ce qu'il y a assez de jeunes ici, est-ce que le concept de l'Olympisme n'a pas pris un « vieux coup de vieux » et est-ce que ce concept, on a intérêt à continuer à l'utiliser, dans la mesure où il est porteur de certaines exigences, ce n'est pas inintéressant, mais on pourrait parler d'une dégradation, d'une perte de sens et c'est vrai que les gens de notre génération, René Moustard et moi, qui ont vécu avec peut-être beaucoup de naïveté l'époque de la guerre froide, l'époque où l'Olympisme correspondait à un moment donné à une aspiration à la paix, à une aspiration aussi à la montée du tiers monde, à l'égalité dans le monde, etc ... Il y a eu des choses, des valeurs, mais en même temps, tout à l'heure on parlait des guerres, et je me faisais la remarque amère : Quelle est l'autorité de l'ONU en ce moment sur les guerres ? Quelle est la pauvre autorité de Koffi Anan, ou de quelques responsables à ce niveau-là ? Quelle est la réalité en face ? Alors est-ce qu'il ne faut plus parler d'Olympisme ? Je ne suis pas pour tuer les JO, mais c'est peut-être pour les ramener à ce qu'ils sont : il y a un festival sportif mondial, dont la signification est essentiellement médiatico-commerciale. Est-ce qu'on peut encore lui associer une bataille pour les valeurs ou d'autres choses comme cela ? C'est cela qui est très préoccupant, c'est la perte de sens notamment pour les jeunes. Ils ne peuvent plus le lire avec la lecture qu'on avait dans les années 60. Et de ce point de vue je suis assez d'accord sur le bon qualitatif actuellement du phénomène sportif mondial. Moi je n'ose plus parler d'Olympisme parce que je pense qu'il y a eu une supercherie de sens qui a été faite. Alors, à quoi on pourrait l'associer, je dirais pareil pour un festival mondial de théâtre, pour un festival mondial de rock, ou de musique : à quelles valeurs d'émancipation humaine mondiale on peut associer ce genre de phénomène, à condition que ça soit explicite, et que ça soit défendu ? Qui a le pouvoir, là-dedans ? au plan mondial. L'ONU, les Etats Unis la foutent en l'air ; l'UNESCO, qui est un organisme culturel qui patronne ce Forum, il est menacé de ne plus vivre, de n'avoir plus de subventions etc. ... Voyez, on en est à cette question : quelle est l'état de la mondialisation générale ? Là, je rejoins un peu le propos de René.

(FSGT) Dans un premier temps, je vais faire très schématiquement pour ne pas alourdir le débat, le tour du temps de la pratique olympique. Par quoi est-elle entourée ? dans le temps de vie de la société, dans le temps de la mondialisation etc. Les politiques néo-libérales, elles s'expriment effectivement pour qu'on prenne des mesures de telle façon que ce qu'on appelle le méga-capitalisme puisse effectivement investir et retirer les 15% de profit du taux de ce qu'il attend sur les opérations. C'est à ce niveau-là qu'est l'engagement financier sur les JO. A côté de cela, il faut peut-être se poser la question, pour être cohérent, ces 15% qui sont prélevés, qui font du capital, c'est au détriment de quoi ? Dans le monde, c'est au détriment de quoi ? Parce qu'on est là au niveau de la mondialisation. Et donc, en conséquence, nous sommes tous plongés dans ce décor-là. Et notre vie est prise par cette dimension-là. Et je dirais même prise de telle façon que les Etats nations ne sont plus maîtres de ce jeu-là. Donc, CIO, est-ce que c'est super nation ? Quel est le rapport entre une politique nationale et le CIO ? Il n'y a plus de maîtrise, là. Qui maîtrise le CIO aujourd'hui dans ses décisions ? Est-ce que c'est la marché ou une certaine charte des valeurs qu'on peut toujours juxtaposer à ce que l'on fait sur le marché ? De la bonne conscience, il n'y en a pas.

Donc, je rentre un peu plus dans les enceintes maintenant, c'est-à-dire là où se jouent les JO d'une part, mais là où se joue aussi la bataille de l'humanisme. Dans ce colloque, on joue une bataille de l'humanisme. J'ai entendu la question : L'humanisme sportif est-il soluble dans le néo-libéralisme ? Autre question qui était posée l'autre jour à Bordeaux : L'avenir du sport est-il marchand ? Cette question-là, elle interpelle tout le monde, elle interpelle les participants de ce colloque. Tout enseignant, tout éducateur, tous ceux qui veulent faire vivre l'humanisme, dans la petite séance pédagogique, à qui on ne donne pas une piscine, à qui on ne donne pas un gymnase, etc... se posent la question : mais avec quel argent je vais pouvoir construire ? Avec quel argent je vais pouvoir développer cet humanisme-là ? Alors lorsque dans l'enceinte Olympique, c'est au nom de tous que les meilleurs s'enrichissent et roulent sur l'or, quelle image projette-t-on pour la citoyenneté ? Y a-t-il place pour un humanisme ? Par contre quand on est nous, dans l'enceinte humaniste de notre éducation, qu'on n'a pas les moyens pour effectivement assumer l'éducation, quel rapport quelle relation on peut faire entre les deux événements ? Bien sûr, en tant qu'éducateur, en tant que chercheur de compétences, on va travailler, mais pas sur le produit des JO ; ce qui nous intéresse, c'est la façon dont on devient le meilleur dans le processus culturel et d'appropriation et d'expression. C'est cela qui nous intéresse pour travailler, c'est le contenu du champion qui se fait, etc. ... mais pas dans le produit doré. Celui-là, il est dangereux, je dirais, puisqu'il est utilisé en mannequin pour effectivement que le grand capital fasse ses 15%. Merci.

PY Doré (JS Bretagne).

La question que j'aimerais vous poser concerne l'aspect démocratique et populaire de l'Olympisme ou des JO, puisque effectivement vous avez raison de distinguer les deux. Ma question : le CIO, c'est essentiellement de la cooptation. Donc, par voie de conséquence, quelle est la place des terriens que nous sommes dans cette organisation, et quelle est la place de nos choix dans ces choix qui nous sont imposés, au fond. Au-delà, la 2^e question : quels sont les liens qui peuvent exister entre CIO et ONU ?

Faby Raimbault :

Donc j'ai compris que la problématique, c'était, parmi les 3 positions, il y en a une qui s'est fortement exprimée par deux personnes. Moi je n'arrive pas trop à voir quelle est la marge de manœuvre entre la 1^e et la 2^e position : améliorer ce qui est améliorable, et réformer. J'ai du mal parce que quand je commence à parler de « améliorer ce qui est améliorable », j'ai l'impression que tout de suite je bascule dans la 2^e posture, qui est : il faut réformer, parce que comme le fric est en train de prendre le dessus sur tout, soit on le supprime et on passe vraiment sur le 2^e volet, soit on ne le supprime pas, et alors, qu'est-ce que je fais ? je dis à Coca-Cola de mettre moins d'affiches sur le stade ?

Au CDNE du SNEP de rentrée, l'année dernière, on a eu un temps sur l'Olympisme, et on s'est posé la question : qu'est-ce qu'on pouvait introduire de neuf, si on avait les JO de 2012, en tant que français. Je me disais déjà que dissocier les valides et les handicapés, ce n'est pas possible. Soit on les intègre et on alterne les épreuves pour valides et handicapés, pour que tout le monde voie tout. Mais déjà, il y a une exclusion. Deuxièmement, je me disais, si on augmentait le nombre d'épreuves où on met en jeu une performance féminine et une performance masculine, en les comptabilisant ensemble, on donne un modèle de société où on met à égalité l'homme et la femme et on les met en collaboration pour représenter leur pays. Autre chose, il me semble que l'âge des participants (la gym avait fait des propositions dans les règlements, mais, en deçà d'un certain âge, est-ce que ça n'est pas de l'exploitation, le petit singe qu'on vient présenter ? Est-ce qu'il n'y a pas un âge minimum ? Est-ce que les JO ce n'est pas un accès aux adultes ? Autre chose, par rapport aux guerres, je n'aimerais surtout pas être spectatrice des JO en Angleterre. J'aurais la trouille. Vous avez vu le nombre de flics, de militaires dont il faut s'entourer maintenant pour mettre en sécurité les espaces de spectacle ? Moi, ça me pose un problème. Evidemment que les Etats Unis vont être ceux qui vont ramasser le plus de médailles, parce qu'ils sont très nombreux à se présenter. Est-ce

qu'il ne peut pas y avoir des quotas ? Sur la participation des femmes, Atlanta + défendait l'idée qu'il ne pouvait pas y avoir de délégation d'un pays sans femmes, et qu'on les condamnait, ils étaient interdits de séjour, ils n'avaient pas le droit d'être là. Mais j'irais un peu dans l'autre sens : Est-ce qu'un pays ne pourrait pas être représentatif avec un maximum ? Pourquoi il y aurait 10 représentants en athlétisme ... Je lance les choses comme ça, je ne connais pas bien l'Olympisme, enfin je connais un peu ... Hier un journaliste a fait la proposition que le patrimoine humain que représentent l'Olympisme et les JO soit sous l'égide et la « gouvernance » de l'UNESCO. Il y a ONU, CIO et aussi UNESCO comme dimension. Et quelle est la mission des JO ? C'est Eric Lahmy, hier de l'Equipe, qui a dit : il y a plein d'occasions de montrer quelle est la meilleure performance humaine ; il y a des Jeux mondiaux, des championnats du monde ... alors quelle est la mission des JO et le l'Olympisme? C'est un peu dans la voie que je donnais au départ : c'est des voies d'humanisme, des voies de progrès humain, dans la mixité, dans le respect des différences. Moi le spectacle m'intéresse parce qu'il a été dit aussi hier que toute la famille peut le regarder. Ce qui m'intéresse, voir des couleurs de peaux différentes, qui se rencontrent, des couleurs de maillots différentes, c'est un spectacle où on éprouve, où on montre une diversité, et au niveau des épreuves, je pense qu'il faudrait aussi faire évoluer des choses. On s'ancre sur de l'ancien, mais il faudrait un renouvellement pour que le spectacle ne soit pas en prise que avec du fric en plus... Je m'arrête.

Alain Braun (représente l'UNCU Union nationale des clubs universitaires, et responsable des sports à la Cité Universitaire)

Je pense qu'on part d'un faux postulat, dans la mesure où lorsqu'on dit : le processus de privatisation est en marche, moi je prétends qu'il est abouti. Un simple exemple, c'est l'utilisation des anneaux olympiques. N'importe qui, qui veut utiliser, pour la bonne cause bien entendu, les anneaux olympiques et qui le fait sans autorisation, il est attaqué en justice. Deuxièmement, sur la notion de spectacle, je trouve que les JO sont un excellent spectacle, je trouve que l'ambiance interne et de convivialité qui peut régner au sein des athlètes, au village olympique, etc., est souvent extraordinaire. Mais c'est un spectacle, notamment au sens où ça a été dit hier par Alain Vernon. C'est de la mise en scène, c'est très, très bien fait. Alors, si on passe au thème du colloque, c'est « Jusqu'à quand les préoccupations éducatives de de Coubertin serviront-elles de caution au business ? Et c'est à ce niveau-là que je situe une éventuelle rupture. Je ne sais pas si faut rompre, et je pense que même si on voulait rompre, on ne pourrait pas. L'instrument pour rompre, entre les aspects financiers et nos pouvoirs de persuasion, est bien maigre, me semble-t-il. Et je terminerai en disant que, 5 ans avant Coubertin, il y a aussi une personne dont on ne parle jamais, qui s'est préoccupée de l'éducation, de l'éducation physique ou de la culture physique, et qui a été notamment celui qui a permis de créer le premier corps d'enseignants d'éducation physique à Paris, qui a lancé les lendits, etc., etc. Paschal Grousset, qui était un rival politique de de Coubertin, même si leurs interventions ne se sont pas croisées. Enfin, ils étaient contemporain quand même. En 80, P Grousset, c'était « la vie de collègue en Angleterre », et en 88, c'était Coubertin : « L'éducation en Angleterre ». Et je vous renvoie vers l'excellent ouvrage, me semble-t-il, aux éditions de l'Harmattan, d'une thèse qui a été faite sur Paschal Grousset, c'est passionnant, et l'éducation physique d'aujourd'hui, le dualisme entre l'éducation physique et le sport, il n'est pas d'aujourd'hui. Il date des années 1880. Et donc, réhabilitons aussi ces personnes-là, qui sont dans notre culture, alors que manifestement, le sport, enfin le sport de haut niveau, a dévié. Rompons entre le sport de haut niveau et le sport de masse. Arrêtons de cautionner le sport de haut niveau pour amener les spectateurs. Il faut rompre.

Pierre Yves Pothier (SNEP 85)

Mon intervention portera plutôt sur l'imaginaire, c'est-à-dire que les JO ont toujours été pour moi un spectacle fascinant. Et je crois que ma 1^e télévision, c'est 1968, où j'ai l'impression qu'est réhabilité le héros moderne, mon Zorro à moi, mon Robin des bois à moi. Je vois John Carlos et

Tommy Smith sur le podium du 200m, les poings gantés. Je me dit : Chouette, Robin des bois est revenu. Et la question que je me pose, c'est : Que s'est-il passé, entre 1968, point de départ de mon imaginaire, et puis aujourd'hui, Gatlin aux chaussures dorées ? Et je trouve que la couleur a un symbole fort : un athlète sportif de haut niveau porte des chaussures dorées. Je me suis arrêté sur quelques JO. Vous avez parlé de cette pacification des deux blocs. Il faut revenir sur les incidents qui en sont plus : 1980, 1984, boycott des deux blocs. Ce n'est quand même pas complètement innocent. Je voudrais aussi souligner l'aspect contradictoire du cheminement olympique. C'est vrai que 1976, c'est aussi l'excellence, la recherche de l'excellence au travers de la petite fée de Montréal. On a atteint des pouvoirs humains énormes. Cela aussi, ça me touche. Mais également, autre contradiction : 2000. J'aime beaucoup la phrase de Christian Bromberger quand il parle de Cathy Freeman : « symbole de l'expiation d'une faute » lorsqu'il parle du peuple aborigène banni. Il me semble donc que les JO, c'est cette caisse de résonance très contradictoire. Mais comment faire pour s'en emparer ? Alors là, comme vous, je suis un petit peu démuné. Par contre, je me préoccupe d'une chose, c'est quelles valeurs associer à l'exploit sportif en tant que progrès humain ? Entre les mains gantées de noir en 68, et les chaussures dorées, il s'est passé quelque chose, dont on n'est pas sûr de bien faire le tour, encore que, non, on est sûr. Et donc la question que je me pose, c'est ce public noir, revendicatif, et qui aujourd'hui, se fond dans la masse, et la question, c'est : L'émancipation passe-t-elle donc par l'argent ?

Pascal Haidan (prof en collègue)

J'ai quelques petites réflexions, à vous écouter. La première, c'est que il y a eu une époque où je me suis beaucoup « fadé » les bouquins sur le dopage, et sur les excès du sport en général. A chaque fois, dans ces bouquins-là, il y avait toujours le CIO « accusé ». Souvent, on voyait, ou en lisant entre les lignes, on comprenait que le CIO avait validé des choses pas très propres, de manière systématique. Pour illustrer avec un propos plus précis, dans le bouquin d'Eric Mettreau (?) sorti il y a quelques temps (je n'ai plus le titre en tête), qui était pour moi un des meilleurs livres sur le sujet, il expliquait que pour l'attribution des Jeux de 2008, le CIO avait demandé à MG Buffet, à l'époque, de supprimer quelques lignes dans la charte anti-dopage, du moins dans la loi anti-dopage française, qui n'était pas en accord avec celle du CIO. MG Buffet n'a pas accepté. Donc le CIO s'est adressé à Jospin, à l'époque Premier ministre, en lui demandant de faire plier sa ministre des sports. Elle n'a toujours pas accepté, et c'est Jospin qui s'est plié, et qui a dit au CIO au final : on ne changera pas la loi anti-dopage française, même en vue d'une attribution des Jeux en 2008 en France. Alors c'est vrai que c'est la Chine qui les obtient pour des raisons politiques qu'on peut comprendre, mais je pense que ce ne sont pas les seules raisons. On a été capable à ce moment-là de refuser et d'aller loin dans le refus. Mais le CIO, je pense, l'a bien gardé en poche, et même si depuis, on a changé de ministres, cette affaire-là, elle n'est pas oubliée, et je pense que pour 2012, elle était toujours en arrière-fond.

Pour répondre rapidement à Faby, quand on propose des Jeux où on va prendre en compte des résultats féminins/masculins, sous forme de doublette ou quelque chose comme ça, je ne suis pas contre, mais on n'est pas capable de le faire dans le sport scolaire, alors je ne vois pas trop comment on pourrait le proposer dans le sport international. On ne va pas assez loin dans le sport scolaire sur ces questions-là. Et ensuite, mon sentiment personnel, c'est qu'en tant que citoyen sportif, passionné de sport de haut niveau comme beaucoup d'entre vous sans avoir cette culture-là, les Jeux de 2012, moi je les voulais à Paris. J'aurais bien aimé emmener mes gamins voir ce spectacle-là ; ça aurait été merveilleux. Mais en tant que prof d'EPS, j'étais très content qu'on ne les ait pas, parce que vraiment, j'ai de moins en moins l'impression de partager des choses avec les JO. Mais c'est vrai qu'en terme de spectacle, c'est fabuleux. Et dernière chose, j'ai quand même été étonné du soutien, certes avec un bémol, mais du soutien du SNEP sur les Jeux de 2012. ça m'a un peu coincé. Je pense qu'on avait l'opportunité, là, justement, de montrer en quoi on ne valide pas, même si ça comportait des risques, et je pense que c'était un sujet très important qui aurait mérité un sondage dans la profession, comme on l'a fait pour le référendum.

Suzanne Forget :

Une question très brève. Puisqu'on vient de parler du CIO, je pense quand même qu'une des premières questions, ce serait de poser le problème de la réforme du CIO. On a fait une allusion tout à l'heure au Vatican. C'est vrai que les cardinaux sont nommés à vie. Et je ne comprends pas comment on n'a jamais remis en question la nomination à vie des membres du CIO. Est-ce qu'il faut attendre que tous les vieux ... disparaissent, pour espérer un changement ? Donc, est-ce qu'on ne peut pas remettre en question, au moins ce fonctionnement qui n'est absolument pas démocratique.

P Issert : Excusez-moi, mais au nom de quoi ?

Suzanne Forget : Des droits de l'Homme

P Issert : Le CIO est un club de gentlemen privé. C'est un fait, juridiquement. C'est ça. Au nom de quoi quelqu'un viendrait, de l'extérieur, dire : attendez, votre système n'est pas démocratique ; vous allez me changer ça ! On peut le proposer, on peut en parler, mais pas l'imposer. La cooptation dont on a parlé brièvement tout à l'heure, ce n'est pas juste. C'est sans doute vrai d'un certain nombre de gens qui ont envie de vivre entre eux et qui n'ont pas très envie de se voir imposer des gens qu'ils ne voudraient pas voir. Mais c'est aussi une réponse au monde politique, cette cooptation-là. C'est une façon, pour le CIO, de conserver la main et de ne pas se faire imposer des personnalités qui seraient des porte-parole de certaines tendances politiques, de certains Etats. C'est aussi ça, la cooptation, une façon de résister à un entrisme politique. Donc, dire que cette cooptation ne représente rien, qu'il faut absolument changer ce système-là, on peut le proposer, mais au nom de quoi ? Ce sont des gens qui disposent d'un club, qui est le leur. Est candidat aux Jeux qui veut. Personne n'est obligé. On a parlé tout à l'heure du problème du dopage, notamment en 2008, puis éventuellement en 2012. Je ne suis pas sûr d'ailleurs que dans un cas comme dans l'autre, l'argument dopage ait été déterminant pour désigner Pékin, puis Londres. Mais sur cette question-là, on oublie peut-être une chose, c'est que outre le fait que le récit de Mettreau n'est pas tout à fait exact là-dessus, chronologiquement, je pense que là-dessus, il y a un point faible, même si l'ouvrage est tout à fait remarquable par ailleurs. Pour ce qui est du dopage et de la lutte contre le dopage, qui est à l'origine de la lutte contre, qui est le fondateur de l'AMA ? le CIO. L'AMA, aujourd'hui, c'est une tentative pour essayer de mettre en phase les divers règlements existants, en matière de lutte contre le dopage à travers le monde. Voilà un point positif. Voilà du concret. Donc on ne peut pas dire que la question du dopage est laissée de côté, est oubliée. Simplement, ce qui s'est passé dans l'histoire de 2008 très brièvement, c'est que il existe une règle qui prévoit que à l'occasion des Jeux, c'est la loi du CIO qui s'impose pendant les Jeux. Paris est candidate à l'organisation des Jeux, donc cela suppose que Paris accepte les règles du CIO. Sinon il ne faut pas être candidat. Or ce qui s'est passé, c'est que Paris a dit : « Nous, on veut être candidat, mais on veut édicter nos propres règles en matière de dopage ». Le problème se pose de la même façon avec Turin, puisqu'on sait que les Italiens ont une réglementation spécifique en matière de dopage et qu'ils n'entendent pas la changer. Voilà quelques réponses brèves, mais je voudrais revenir sur cette histoire de cooptation. C'est un argument que l'on entend très souvent, notamment dans les sphères politiques à très haut niveau, où il est de bon ton de se gausser de ce système de cooptation. De quel droit peut-on obliger le CIO à le changer ? Et n'oublions pas que cette cooptation, c'est aussi une façon de résister à un entrisme politique qui serait sans doute beaucoup plus dangereux qu'on ne l'imagine communément. Quelqu'un tout à l'heure se félicitait de 68 et de l'émergence du politique – Carlos et Smith, les poings gantés sur le podium – mais je trouve étonnant qu'on se félicite, qu'on trouve « chouette », c'est le terme qui a été employé, cette émergence du monde politique dans les Jeux, et que par ailleurs on trouve révoltante l'arrivée de l'argent dans le monde du CIO. Il y a là quelque chose d'étonnant en matière de défense des valeurs de l'Olympisme et du CIO, je ne suis pas sûr que nos amis Carlos et Smith, même si leur combat pour les droits des noirs aux Etats-Unis était parfaitement légitime, que les valeurs

humanistes qu'incarne le CIO soient tout à fait en phase avec cette démarche volontairement agressive, avec cette captation du CIO.

Michel Rat

Je voulais intervenir par rapport à la question générale du sport en relation avec l'Olympisme. Il y a le sport qui se regarde aujourd'hui, celui qui est à la télévision, il y a celui qui se pratique, et comment on le pratique. Entre un sport qui est pratiqué, je prends l'exemple de la lutte, au Sénégal, qui est pratiquée dans un certain milieu culturel et qu'on veut ensuite transposer pour le mettre dans la lutte olympique. Et bien il y a des réticences et des freins, parce qu'il y a des cultures qui sont enracinées sur des pratiques culturelles déterminées dans des pays, et sous des formes différentes et avec des règles différentes de celles de l'Olympisme. C'est pour montrer qu'il y a des sports qui se pratiquent, du sport et des sports. Et il y a le sport que je peux pratiquer, moi, en tant qu'individu. Le sport qui m'est enseigné à l'école, le sport que je pratique de façon volontaire dans une structure qui renvoie à un certain contexte social, culturel, et auquel j'adhère pleinement. Il y a là différentes façons d'envisager le sport en terme de pratique. Le sport qu'on regarde et qui est pris par la télévision, au travers de l'Olympisme ou d'autres sports dans certaines fédérations où il y a énormément d'argent, je veux parler par exemple du Basket-ball, que je connais un petit peu. Aujourd'hui, la NBA, qui est un vaste empire économique, qu'est-ce qu'elle fait ? Elle inonde le monde entier de ses productions, où on valorise l'exploit sportif de stars surpayées, certaines touchant plus dans une carrière que le PIB d'un pays en voie de développement. Je dis cela parce que j'ai travaillé 8 ans en Afrique et que le basket, j'en ai fait en Afrique aussi, et quand je vois, à Madagascar, quand je vais y faire un stage, je constate qu'il y a des bandes annonces sur le basket-ball de la NBI, et que dans le même temps, on est dans un pays où le sport a énormément de mal à se développer, mais que par ailleurs il y a d'autres pratiques. C'est pour faire le lien avec « Nord-Sud », il y a eu un atelier là-dessus. Par rapport à ça, je voudrais en venir à des propositions concrètes. Il y a eu des tentatives pour essayer de faire en sorte que quand il y avait des JO, il y ait en même temps dans le pays organisateur des actions en direction de l'« Ecole ». Je prends l'exemple des JO de Sydney, où, associés aux manifestations sportives, il y a eu dans les écoles des Jeux, des sensibilisations aux activités sportives. Il me semble que c'est quelque chose qui peut exister. C'est-à-dire qu'il doit y avoir une « transposition » entre le vu de l'Olympisme, et les relais au travers des systèmes éducatifs dans les pays concernés. C'est une 1^{re} chose. Je ne sais pas ce qu'a donné l'année européenne de l'éducation par le sport, et l'année mondiale 2005, il faudrait faire une évaluation, mais est-ce qu'il n'y a pas là des voies à explorer. On est dans une société qui est marquée, comme on l'a dit, par la marchandisation et le libéralisme à tout crin. Deuxième élément qui me semble important par rapport au CIO, j'ai ouï dire que à partir de 2016, 2020, il était peut-être question de faire des JO décentralisés, parce que dans l'état actuel des choses, c'est quand même la société industrielle du XX^e siècle, et maintenant post-industrielle, qui s'est emparée des JO et puis qui ... Alors, au nom de faire resurgir d'autres types d'activités que celles qui existent actuellement, il y a des activités auxquelles les pays du Sud ne peuvent pas accéder, parce que ça exige des moyens, est-ce qu'il ne faudrait pas envisager d'autres activités toujours porteuses des valeurs qui sont celles de l'Olympisme, et qui permettent une expression diversifiée de cultures sportives avec peut-être des règlements adaptés qui ne soient pas des règles mondialisées. Est-ce que c'est une douce utopie, je n'en sais rien, mais voilà les quelques réflexions que je voulais livrer.

Michel Fouquet (SNEP)

Je prends une minute la parole, parce que Pascal Haidan a interrogé la position du SNEP sur les JO. Deux choses. Tout d'abord, le SNEP ne peut pas organiser un référendum chaque fois qu'une question se pose. On a vu que ça a été assez lourd pour le vote sur la constitution européenne. Par ailleurs, le SNEP ne s'est pas prononcé, je dirais béatement, pour le soutien de la candidature de Paris. Il a voté, à travers son Conseil Délibératif National, à 38 voix Pour, 0 contre et 3 abstentions, un texte intitulé « 2012, le pari d'un autre Olympisme », je ne vais pas vous en faire la lecture, il est sur le site du SNEP, dans la rubrique « communiqués de presse ». En résumé, il disait que

l'alternative n'est pas entre approbation sans critique et refus sans nuance. Il se prononçait pour que le CIO donne à Paris l'organisation des JO de 2012, dans l'optique du pari de pouvoir peser sur une transformation des JO. On était peut-être naïfs, mais on a fait une liste de propositions sur des thèmes précis, sur des aspects dont on parle depuis tout à l'heure, en se disant, on s'approprie ça et on essaie de faire bouger les choses. On sait bien que cette prise de position venait tardivement, au mois de juin (2005) et ne faisait pas l'unanimité. On sent bien qu'il y a dans la profession le reflet des ambiguïtés, des oppositions et des soutiens qui existent dans la population. La profession est une profession de sportifs, qui sont aussi des êtres humains, des citoyens, traversés par les contradictions que Pierre-Yves relevait tout à l'heure. En temps que spectateur ou enseignant, on n'a pas toujours le même point de vue sur ces choses. Mais cette prise de position, on a pensé au SNEP qu'il fallait l'avoir, et on est arrivés à ce point d'équilibre. Je pense que c'était plus courageux que d'attendre le 6 juillet pour dire que de toutes façons, « les jeux étaient faits ».

Yvon Adam

Ne pas tourner la page, comment aborder le problème, pour reprendre la question de René Moustard ? Par expérience –j'étais secrétaire du Comité contre le boycott des JO de Moscou – et j'ai une petite histoire personnelle autour de tout ça, qui me fait conclure qu'il ne faut pas tourner la page, de l'Olympisme, du mouvement olympique et des JO. De toutes façons, les JO appelleront des commentaires et des prises de position et ils n'attendent pas qu'on les condamne ou qu'on les accepte. Ils sont dans le mouvement de l'Histoire. Est-ce qu'on pourra dire notre mot ? Et surtout est-ce qu'on est en mesure d'apprécier les ressorts possibles de progrès dans toute cette affaire ? Je ne pointe qu'un aspect des choses. La presse, les médias, nous ont envahis, au moment de la candidature des Jeux de Paris, et avant la décision. Aujourd'hui, il semble que les mêmes qui nous ont envahis de JO pendant 2, 3 ans aient, eux, tourné la page. Ils ont tourné la page. C'est-à-dire qu'on en reparlera au moment des Jeux de Pékin, mais qu'ils ont tourné la page de l'Olympisme, c'est à dire ce qu'il y a dans le mouvement olympique qui puisse aller dans le sens du développement de l'humanité. Ou qu'est-ce qui va à l'inverse ? Comment se situe-t-on dans ce débat ? Pour l'anecdote, je vous dirais, le président du CNOSF qui est un de mes familiers, au retour de Singapour disait : « La France a voté « non », ça nous a foutu dans la merde ». Je lui ai dit « Henri, ce n'est pas vrai, pas plus que la guerre en Irak ». Il est bien dommage quand même – ça a été dit - que ce soit un pays en pleine guerre qui ait obtenu les JO. Il est vrai que cela fait réfléchir ; c'est un peu gros. Pour moi. C'est vrai aussi que tout ça n'est pas neutre, mais quand même, c'est un peu gros. Alors, puisqu'il faut rester dans cette question : « Que faire ? » je pense qu'il y a à faire, mais c'est à déterminer ici et ailleurs.

René Moustard

Dans mon souci de passer de l'écoute à la restitution que cette écoute m'inspire, je retiens deux choses dans un premier temps : L'avenir de l'Olympisme, tel qu'il est aujourd'hui, pose problème. Il y a risque. Je reprends l'expression. Et 2^e mot, le concept d'Olympisme, semble aussi poser problème parce que peut-être que le côté rétro qui alimente toujours bien sûr le côté imaginaire, ne colle plus avec les conditions de l'époque actuelle de l'Olympisme tel qu'il est sous nos yeux, en activité. En prenant ces deux bouts-là et en les raccordant, j'aurais tendance à retenir que globalement, la tendance qui se dégage largement de notre échange de vues, c'est qu'on aspire quand même plus ou moins, clairement ou confusément selon les cas, à imaginer des transformations. On aspire à une sorte de « nouvel Olympisme » qui conserverait peut-être des choses, mais qui serait nouveau. Qui ne serait pas l'Olympisme d'aujourd'hui, qui semble être arrivé à un stade où on ne peut plus s'y reconnaître vraiment. Alors, si le mot Olympisme lui-même pose problème, donc c'est un nouveau mouvement, à l'image de ce que de Coubertin a fait en 1896, c'est-à-dire à quelque chose de complètement nouveau, y compris au niveau du concept, qu'il faudrait à ce moment-là réfléchir.

Si on créait une association, par exemple, je jette ça à titre personnel, ce n'est pas une proposition. Si le besoin existait de créer une association qui se donne cet objectif-là, de travailler pour élucider les conditions d'un nouvel Olympisme, et qui comporte une grande partie de jeunes, parce que, à mon avis, ils auront besoin de temps. Ça ne pourra pas se faire en un jour, ce n'est pas une association éphémère qui pourrait régler le problème. Donc si on créait une association, je retiendrais pour l'instant 3 ou 4 idées, en partant de la combinaison « amélioration, réforme, transformation ». La 1^e idée, c'est pour moi de se dire qu'il faut voir grand. Il faut voir à la fois ce qu'il faut changer dans les Jeux, ce qu'il faut changer dans le CIO, ce qu'il faut changer dans le rapport CIO et institutions internationales actuelles. Ce qu'il faut changer dans l'organisation du sport lui-même, c'est-à-dire l'organisation fondée sur la pyramide, c'est-à-dire un seul modèle qui, en englobant tout, effectivement bloque une certaine reconnaissance de ce qu'est devenue aujourd'hui la réalité. Première idée, il ne faudrait pas se lancer avec un objectif « court terme », on va transformer ça, ce morceau-là, et puis ça va marcher. Il faut voir grand, parce que les interconnexions que posent ces problèmes-là feront choisir peut-être des choses.

Alors sur les Jeux eux-mêmes, je retiens ce qui a été dit. Il y a des pistes tout à fait intéressantes. J'ai été tout à fait intéressé par la 1^e conférence, ce matin, qui nous présente très concrètement que dans les pratiques il y a plusieurs manières d'aborder la question du sport. Le basket, c'est une activité, mais quand on l'organise en EPS, on change les règles du basket, on ne change pas la nature de l'activité, mais on change des choses essentielles. On ne va pas marquer les points de la même manière, on ne va pas organiser la compétition de la même façon. On peut donc transformer le sport de manière très importante en fonction du rôle qu'il doit jouer dans le milieu où il est censé assumer sa fonction, éducation physique, loisir, haute performance, etc.... ce ne sont pas les mêmes milieux. Il y a effectivement des idées comme ça. C'est très, très bien de dire : Pourquoi pas imaginer que cette grande manifestation médiatique soit organisée : un jour les JO actuels, le lendemain les handicapés, le 3^e jour les enfants des écoles. Oui, je suis dans une logique où on peut très bien imaginer une manifestation grand spectacle, mais avec une composition du spectacle, on nous l'a expliqué hier, il y a tous les moyens de le faire, repensée, tout en étant dans la logique instituée actuellement (CIO, etc ...). Il y a d'autres propositions qui ont été faites. Il faudrait en faire l'inventaire. Le côté institutionnel, pour moi, est posé par le fait qu'on est à l'époque de la mondialisation. On n'est plus à l'époque de l'internationalisation. L'Olympisme, c'est la phase qui a franchi un cran très vite pour s'installer dans l'international, les relations entre les nations, en proposant de le dépasser tout de suite d'ailleurs, en disant ce n'est pas à cet échelon-là qu'on va rester. Mais aujourd'hui on n'est même plus à ce niveau-là. On est dans une forme de mondialisation tout à fait nouvelle. Donc le CIO, je ne suis pas contre qu'on maintienne la cooptation. Ce qui pose problème, c'est d'une part les critères à partir desquels on coopte, parce que s'il n'y a pas de critères, c'est effectivement les copains de Samaranch, dans les Comités Olympiques, qui seront cooptés. Je veux bien que le CIO ait le pouvoir de coopter, mais avec des critères officiels sur lesquels les Comités Olympiques nationaux, puisque le CIO est composé de ces comités, puissent influencer la manière dont est constitué le CIO coopté. Ça peut se faire sans changer la règle de la cooptation. Il y a un processus qui peut être mis en place.

Deux, on ne peut plus considérer aujourd'hui que le CIO peut maîtriser ça, même si on lui fait confiance, c'est au-dessus de son pouvoir institutionnel actuel. A une certaine époque, le CIO, quand il prenait des décisions à l'égard des Etats, les Etats appliquaient, y compris par rapport à la question du boycott. Il faut se souvenir quand même que c'est le CIO qui a maintenu les Jeux de Moscou. Il a maintenu les Jeux de Los Angeles. Ce sont les Etats qui se sont attaqués à ce moment-là à l'idéal olympique et à la manière de le saborder. Les Etats des 2 camps, en l'occurrence. Donc, le CIO a eu ce pouvoir-là à l'époque, mais il ne l'a plus. Pourquoi ? Parce qu'il est englobé dans un système de pouvoirs où la question des moyens économiques et des finances l'emporte largement sur le pouvoir institutionnel sportif du CIO, et qu'il ne peut plus faire n'importe quoi dans sa logique à lui, c'est une évidence. Donc il faut bien replacer le CIO dans un cadre plus large. Et je dis

que le premier espace autour du CIO, c'est l'UNESCO, qui est le « culturel » de l'ONU. Donc c'est l'humain de l'ONU. Evidemment ça ne donne pas un pouvoir, mais ça permet d'aller plus loin. Voilà des idées par rapport à ça.

Dernière idée, c'est le fait que tout cela n'est concevable que si on repense profondément l'organisation du sport et qu'on considère qu'à notre époque, il n'y a pas UN sport mais qu'il y a DES sports. Il y a le sport de la haute performance dans lequel il y a le sport de la haute performance super-médiatisé, et c'est déjà deux sports différents. Puis il y a le sport de tout le monde, dans les compétitions des fédérations, avec l'aspect performance et l'autre aspect, et il y a le sport en dehors des fédérations. Si on n'organise pas un système sportif qui reconnaît ça et qui cherche à faire travailler ensemble, avec leurs spécificités, ces différents sous-systèmes, on ne pourra pas sortir des contradictions et des blocages actuels du point de vue de l'institutionnel et du politique, par rapport à la question du sport. Donc il faut inventer un nouveau « Conseil National des APS », le propulser au niveau européen et au niveau mondial, pour que les institutions correspondent au développement des besoins des populations et des peuples et qu'il y ait une relation entre les deux. Et qu'on ne se trouve pas en permanence devant cette séparation énorme entre ce qui se passe dans la vie concrète et ce qui se passe dans l'institutionnel et le politique.

Voilà les quelques idées que je ressors à partir de ce que j'ai entendu.

(salle) Et la question de la suppression des JO ?

René Moustard

Elle a été évoquée, c'est une opinion tout à fait respectable, mais je ne fais pas une synthèse, je donne le point de vue qui me vient à partir de l'écoute et je ne retiens pas, moi, la question de la suppression, parce que elle ne mène nulle part actuellement. Je retiens la question de la transformation.

Patrick Issert

La suppression des Jeux, oui, peut-être. La création d'une association pour élucider les conditions de la création d'un nouvel Olympisme, sans doute aussi pourquoi pas ? Simplement, tout cela prendra évidemment du temps. Je ne suis pas sûr que le problème se poserait dans les mêmes termes si, nous avons obtenu les Jeux pour 2012. Donc il faut aussi bien percevoir qu'il ne faut pas qu'un certain désarroi influe sur nos réflexions. Mais surtout concrètement, qu'est-ce qu'on peut faire dans les prochaines années, là tout de suite. Il y a une proposition qui circule au CIO et à l'extérieur, qui est que les Jeux devraient aller un jour en Afrique, et le plus rapidement possible, pourquoi pas 2016, certains le disent. Peut-être aussi en Amérique du Sud, au Brésil. Qu'est-ce qu'on peut faire concrètement pour aider ces projets-là. C'est un projet intéressant. Des Jeux qui seraient forcément avec un format un peu réduit, qui supposeraient une collaboration d'Etats à Etats, en matière d'expertise, de connaissance et de compétences. Qu'est-ce que serait, sur un projet que comme celui-là, aider des pays émergents à bénéficier de la manne Olympique, puisqu'il y a aussi des retombées financières quand on l'organise. Qu'est-ce qu'on peut faire pour aider à cette idée ? D'abord, croit-on qu'on doive « exporter » des Jeux vers l'Afrique, par exemple, et si oui, qu'est-ce qu'on peut faire pour aider à ce projet-là ? Est-ce que par exemple nos dirigeants qui ont tous été impliqués à très haut niveau dans les projets de Paris 2008, puis 2012, ne devraient pas se prononcer sur ces questions-là. Est-ce qu'une partie de l'expertise, une partie du travail réalisé sur le dossier technique, dont on nous dit qu'il était excellent, ne pourrait pas être transférée directement vers une ville candidate potentielle en Afrique du Sud par exemple ? Ça, c'est des choses très concrètes. Est-ce qu'on ne devraient pas se positionner sur ces questions-là ? Au-delà de ça, savoir si il faut supprimer les Jeux ou pas, solution radicale, ou dans quel ordre d'idée il faut modifier le type d'accession au titre de membre du CIO, ça, c'est effectivement des choses de beaucoup plus longue haleine, qui risquent de se diluer dans le temps. Mais si on veut faire

quelque chose de concret, c'est donner les Jeux à des gens qui aujourd'hui en sont exclus. Qu'est-ce qu'on peut faire pour ça, ça c'est un signe de solidarité qui à mon avis irait tout droit dans le sens des valeurs prônées dans la Charte Olympique.

Michel Fouquet : Merci !